JOURNAL DE GRÈVE

ChicaGrève n°32

12.10.2026

Chèr.es usager.es,

Cette sixième semaine commence fort : ils ont reculé !!

Après 5 semaines de grève intense et majoritaire à l'inspection du travail de Grenoble : le ministère a pris une décision de blâme pour Benoît, une mise à pied de 15 jours pour Pierre.

Un recul évident par rapport aux sanctions proposées qui n'a été possible que grâce a cette mobilisation historique. Bravo et merci à tous les collègues et camarades qui nous ont soutenus sur le piquet, aux rassemblements, en manifestation, et par leurs actions locales pendant toutes ces semaines de grève !

Ça démontre que la lutte et la mobilisation collective paient. Néanmoins, la grève ne s'arrête pas aujourd'hui, les conditions du retour au travail ne sont pas encore réunies : le protocole de fin de conflit n'est pas encore finalisé ni discuté.



Côté sanctions, nous continuons de dénoncer leur illégitimité. Nous en contestons la légalité ! Et nous irons jusqu'au TA pour en venir à bout !

Aujourd'hui, le ministre a désavoué l'administration centrale, demain le juge désavouera le ministre.
C'est un premier recul de ce gouvernement mais les attaques contre les services et les libertés syndicales demeurent.

La mobilisation doit continuer, s'amplifier, converger avec la jeunesse et tous.tes les salarié.es !!

les agent·e·s grévistes de l'Inspection du travail de l'Isère, soutenu·e·s par SUD TAS et CGT TEFP

JOURNAL DE GRÈVE

ChicaGrève n°33

13.10.2026

Chèr.es usager.es,

L'annonce des sanctions ce lundi aurait presque effacé la dinguerie de vendredi soir.
Notre direction nous a transmis, avec 4 mois de retard, un courrier de "mesures d'urgences" de l'ISST soit l'inspection du travail des fonctionnaires placée auprès de l'IGAS dans les ministères sociaux.

Dès le 12 juin 2026, l'ISST constate qu'il y a des risques graves pour la santé des agent.es a l'inspection du travail en Isère et pour la continuité du service public.
En bref : que l'administration est défaillante / ne prend pas les mesures de prévention adaptées !
L'ISST demande notamment de mettre en place des "encadrants extérieurs" plaçant temporairement les agent.es du service concernés sous une autre autorité hiérarchique.
On confirme ! C'est impossible pour nous de travailler sous la responsabilité d un encadrement qui dénonce l'ensemble des syndicalistes de l'inspection du travail au parquet dans des relents néo-marccarthystes. Ce management extérieur, nous le demandons depuis la découverte d'un article 40 de 180 pages recensant des "faits", souvent imaginaires, remontant sur plus de 10ans.... L'administration a refusé cette mesure de protection et s' est donc assise sur les préconisations de l'ISST depuis 4 mois! Si ça va mal, que les agent.es fassent du télétravail ou appelent un numéro vert (ah zut, le numéro n'est plus le bon).
L'ISST demande également notamment une expertise indépendante (que les élu.es SUD et CGT ont voté en instance depuis janvier 2025) ainsi que l'intervention d'un psychologue dans une démarche collective.
Les grévistes sont sidéré.es que ce courrier essentiel n'ait pas été transmis en temps utile et réglementaire aux agent.es et aux élu.es alors que l'ISST en faisait explicitement la demande !

(La direction est même allée jusqu'a refuser de transmettre le courrier de l'isst a... l'inspecteur du travail ! -qu'elle a pourtant elle même désignée -pour traiter notre DGI... C'est un obstacle caractérisé !)
Alors on se demande : c'est qui les provocateurs aux manettes ?



Qui a pris ces décisions de faire de la rétention d'information en pleine enquête disciplinaire et en pleine grève historique ?
Qui a fait le choix de suspendre toutes les instances de représentation du personnel depuis mai alors que l'ISST exige la réunion en urgence de la FS en vue du vote d'une expertise indépendante ?
Préfecture ? Dreets ? Ministère ? Ddets ?
Qui dirige aujourd'hui et depuis des mois, en piétinant les règles de droit et les instances administratives constituées ?

Quand on pense que c' est cette même administration qui est chargée de garantir le respect des missions de l'inspection du travail, y compris quand le patronat le plus influent frappe à la porte pour se plaindre des inspecteurs et inspectrice du travail ...
On vous le dit, la confiance est rompue et il va falloir remettre de l'ordre et de la justice dans le fonctionnement de cette administration ! Mais les bordelisateurs, ceux qui rendent le conflit inévitable, ne sont pas ceux qu'on croit.

Nous exigeons l'ouverture immédiate de négociations !

les agent·e·s grévistes de l'Inspection du travail de l'Isère, soutenu·e·s par SUD TAS et CGT TEFP

Sud Travail Affaires sociales
Solidaires Fonction Publique
Union Syndicale Nationale Travail - Emploi Formation Pro
la cgt

JOURNAL DE GRÈVE

ChicaGrève n°34

14.10.2026

Chèr.es usager.es,

Mardi 13 octobre, les portes de la DDETS s'ouvrent pour rejoindre la mobilisation lycéenne, qui se veut contre l'austérité du gouvernement. Un grand merci aux étudiants et profs de l'IUGA qui ont porté leur soutien haut et fort aux grévistes.

À l'appel de la lutte, les rues de Grenoble se sont transformées en fourmilières géantes, où lycéen.nes, étudiant.es, parents, travailleur.es ont brandi drapeaux, banderoles et revendications. Ce sont ainsi plus de 7 mille voix qui se sont fait entendre. Cortège après cortège, les camarades ont partagé spontanément leur joie quant au recul du ministère. Merci à toustes, cette victoire nous appartient collectivement !
A peine après avoir quitté la place de Verdun bien pleine de manifestants joyeux et motivés, les grévistes de la DDETS retournent sur place avec une mission en tête : rédiger une proposition de protocole de fin de conflit.
Eh oui, on a beau avoir obtenu un premier recul (et une première victoire), il y a loin à la reprise du travail.



Personne ne peut faire comme s'il ne s'était rien passé pendant 37 jours de grève et pendant les mois et les années de dingueries managériales qui nous ont amené•es là.

Les esprits chauffent et s'échauffent et nous mettons au point un (grand mais bon) nombre de sujets sur la table, de l'annulation des sanctions bien entendu et d'ailleurs de toute sanction ou conséquence pour des agents qui auraient participé à des actions en soutien à la mobilisation sur tout le territoire, à l'arrêt des nominations de RUC sur place en passant par la fin de la politique de discrimination syndicale mise en œuvre via le CIA ou le RIFSEEP.

les agent·e·s grévistes de l'Inspection du travail de l'Isère, soutenu·e·s par SUD TAS et CGT TEFP

La discussion porte aussi sur les effectifs, la contractualisation galopante des recrutements, le fonctionnement des instances de dialogue social, le rappel nécessaire au procureur par la direction de la DDETS des éléments de doctrine sur la protection des travailleurs vulnérables ou encore le respect des libertés publiques.
Rendez-vous est pris avec la direction vendredi 16 octobre pour ce qui s'annonce une belle matinée de négociations !

Cette belle journée ensoleillée a permis également aux grévistes présents et à quelques soutiens de partager un petit verre dans une ambiance enfin plus légère.
Mercredi 14 octobre 2026, c'est l'heure d'un CSA reconvoqué !

Après avoir suspendu les instances de représentation du personnel pendant 4 mois, un CSA est ouvert ce matin. A l'ouverture, une belle ribambelle de grévistes s'invite pour évoquer des sujets brûlants : l'annulation des sanctions, l'absence de mise en œuvre des mesures immédiates préconisées par l'Inspectrice santé sécurité au travail ; le non renouvellement de deux CDD qui a toutes les apparences de la discrimination ; l'alerte relative au projet de déménagement de l'UC2, etc.



Bref, ces échanges auront eu le mérite de montrer la détermination des grévistes à obtenir de réelles avancées sur des sujets structurants en ISERE, et, à ce stade, des réponses qui restent à compléter.
Si la direction a su nous écouter patiemment, cela n'a pas été le cas d'un élu d'un syndicat antisyndical depuis toujours en ISERE et en ARA, qui a manifesté bruyamment son agacement et dont on ne doute pas de son désir d'écrire un message pour exprimer tout son dépit de se voir voler une heure de réunion par des grévistes !
Ce syndicat pourra une fois de plus se plaindre de l'envahissement des instances et du fait que la direction n'appelle pas les CRS pour nous faire sortir !
On est là, on est là, même si...

Les agent·e·s grévistes de l'Inspection du travail de l'Isère, soutenu·e·s par SUD TAS et CGT TEFP

JOURNAL DE GRÈVE

ChicaGrève n°35

16.10.2026

Chèr.es usager.es,



40 jours ! la traversée du désert : Allo il y a quelqu'un ?

Notre sixième semaine de grève s'achève sur un joli cul-de-sac qui illustre bien l'art de la négociation sauce Ministère du travail.

Le protocole de fin de conflit que nous avions communiqué à la DDETS trois jours avant comprenait un prérequis élémentaire: le déport de l'autorité hiérarchique, comme recommandé par l'ISST dans son courrier de juin, que l'administration avait pris soin de tenir caché.

La réponse du ministère est consternante d'irresponsabilité: refus de tout déport hiérarchique, même à titre conservatoire, y compris pour Pierre et Benoît !

Nous sommes donc tous joyeusement conviés à reprendre le travail sous l'autorité de "responsables" qui ont diffamé nos collègues en justice en représailles de signalements pour harcèlement discriminatoires... Leur désintérêt pour la santé des agents et pour la continuité du service public ne pourrait pas s'exprimer plus clairement. L'administration nous y contraint, nous poursuivons la grève et nous réuniront en AG lundi. En attendant, rendez-vous dans la rue ce 17 octobre ✊

les agent·e·s grévistes de l'Inspection du travail de l'Isère, soutenu·e·s par SUD TAS et CGT TEFP

Sud Travail Affaires sociales
Solidaires Fonction Publique

Union Syndicale Nationale Travail - Emploi Formation Pro
la cgt